



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	MOVE.D.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	406149
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2027 12 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States + OIG (CCNR, Danube Commission, UNECE, Moselle Commission, ISRBC) États membres + OIG (CCNR, Commission du Danube, UNECE, Commission de la Moselle, ISRBC) Mitgliedstaaten + IOV (CCNR, Donaukommission, UNECE, Moselkommission, ISRBC)
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/11/2026

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version
--	---



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Mobility and Transport (DG MOVE) is responsible for developing and implementing European policies in the transport field. Within DG MOVE, Directorate D covers “Waterborne transport”, embracing Maritime transport and Logistics, Maritime safety and well as Ports, Security and Inland Navigation matters.

DG MOVE D3 is a dynamic and friendly unit in charge of the development of ports and inland navigation policy, and maritime security. The Mission of Unit D3 is to develop and implement the Union policy with a view to reinforcing the role of European ports and inland waterways in the international logistic chains and the EU transport system, so that they fully contribute to the single European transport area and the sustainability and security of transport, whilst generating growth and jobs through waterborne industrial and logistic clusters. The unit oversees maritime security policy and the related inspections scheme, verifying the implementation of the EU maritime security acquis in force in the Member States.

Job presentation:

We offer a position as Policy Officer (Seconded National Expert) in the field of inland waterways transport, supporting the conception, development and preparation of EU policies and related activities in line with Commission transport priorities. The role includes contributing to the development or possible modification of Union legislation, in particular on innovation and greening of vessels, digitalisation, and smart and flexible EU crewing rules; assisting with the development and implementation of legal and policy instruments and related implementing measures affecting or in relation to inland navigation; and preparing briefings, speeches, background papers and replies on policy and technical issues. The successful candidate will also provide technical analysis and advice on inland waterways files, contribute to the delivery of the Naiades III Action Plan and the development of the future Naiades IV Action Plan, support input to TEN-T corridor development, follow innovation and Horizon Europe programming, contribute to country reporting and investment-related assessments, and monitor projects and studies related to inland navigation digitalisation. In addition, the expert will, under supervision, contribute to exchanges with relevant international organisations, help coordinate EU positions, maintain contacts with national and professional bodies, participate in meetings and events, and maintain relations with other EU institutions.

Jobholder profile:

We are looking for a candidate with at least three years of essential professional experience in areas such as water transport, law, business and economics, engineering, science or industry, supported by a university degree, professional training or equivalent professional experience in Law, Political Sciences, Business Management, Economics or Engineering. A further asset would be at least three years of experience related to water transport infrastructure and networks or international relations, together with a good



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

knowledge of EU and international organisations' legislation and policies on inland waterways transport, including familiarity with bodies such as CCNR, CESNI, the Danube Commission or the UN-ECE, and with Internal Market principles. The candidate should be able to handle complex dossiers and demonstrate strong analytical, drafting, communication, negotiation, coordination and teamwork skills, as well as the ability to work proactively, autonomously and in a structured manner. An excellent command of English is required, while knowledge of French or German at B1 level would be an asset.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La Direction générale de la mobilité et des transports (DG MOVE) est chargée d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques européennes dans le domaine des transports. Au sein de la DG MOVE, la Direction D couvre le « transport par voie d'eau », qui englobe le transport maritime et la logistique, la sécurité maritime ainsi que les questions relatives aux ports, à la sûreté et à la navigation intérieure.

L'unité D3 de la DG MOVE est une unité dynamique et conviviale chargée de l'élaboration de la politique portuaire et de la navigation intérieure, ainsi que de la sûreté maritime. La mission de l'unité D3 consiste à élaborer et à mettre en œuvre la politique de l'Union en vue de renforcer le rôle des ports européens et des voies navigables intérieures dans les chaînes logistiques internationales et le système de transport de l'UE, afin qu'ils contribuent pleinement à l'espace européen unique des transports ainsi qu'à la durabilité et à la sûreté des transports, tout en générant de la croissance et des emplois grâce aux pôles industriels et logistiques liés au transport par voie navigable. L'unité supervise la politique de sûreté maritime et le dispositif d'inspections qui y est lié, en vérifiant la mise en œuvre de l'acquis de l'UE en matière de sûreté maritime en vigueur dans les États membres.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste de chargé de mission (expert national détaché) dans le domaine du transport par voies navigables intérieures, chargé de contribuer à la conception, à l'élaboration et à la préparation des politiques de l'Union européenne et des activités connexes, conformément aux priorités de la Commission en matière de transport. Le poste consiste notamment à contribuer à l'élaboration ou à la modification éventuelle de la législation de l'Union, en particulier en matière d'innovation et d'écologisation des navires, de numérisation, ainsi que de règles européennes intelligentes et flexibles relatives aux équipages ; à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'instruments juridiques et politiques ainsi que des mesures d'exécution associées affectant la navigation intérieure ou en relation avec celle-ci ; et à préparer des notes d'information, des discours, des documents de référence et des réponses sur des questions politiques et techniques. Le candidat retenu fournira également des analyses et des conseils techniques sur les dossiers relatifs à la navigation intérieure, contribuera à la mise en œuvre du plan d'action Naiades III et le développement du futur plan d'action Naiades IV, apportera son soutien au développement des corridors RTE-T, suivra les questions d'innovation et la programmation d'Horizon Europe, contribuera à l'élaboration des rapports nationaux et aux évaluations liées aux investissements, et assurera le suivi des projets et des études relatifs à la numérisation de la navigation intérieure. En outre, l'expert contribuera, sous supervision, aux échanges avec les organisations internationales concernées, aidera à coordonner les positions de l'UE, entretiendra des contacts avec les organismes nationaux et professionnels, participera à des réunions et à des événements, et entretiendra des relations avec les autres institutions de l'UE.



Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un candidat justifiant d'au moins trois ans d'expérience professionnelle pertinente dans des domaines tels que le transport fluvial, le droit, la gestion, l'économie, l'ingénierie, les sciences ou dans l'industrie, et titulaire d'un diplôme universitaire, d'une formation professionnelle ou d'une expérience professionnelle équivalente en droit, en sciences politiques, en gestion d'entreprise, en économie ou en ingénierie. Une expérience d'au moins trois ans dans le domaine des infrastructures et des réseaux de transport fluvial ou des relations internationales constituerait un atout supplémentaire, ainsi qu'une bonne connaissance de la législation et des politiques de l'Union européenne et des organisations internationales en matière de transport par voies navigables intérieures, y compris une bonne connaissance d'organismes tels que la CCNR, le CESNI, la Commission du Danube ou la CEE-ONU, ainsi que des principes du marché intérieur. Le candidat devra être capable de gérer des dossiers complexes et de faire preuve de solides compétences en matière d'analyse, de rédaction, de communication, de négociation, de coordination et de travail en équipe, ainsi que de la capacité à travailler de manière proactive, autonome et structurée. Une excellente maîtrise de l'anglais est requise, tandis que la connaissance du français ou de l'allemand au niveau B1 constituerait un atout.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Mobilität und Verkehr (GD MOVE) ist für die Entwicklung und Umsetzung der europäischen Politik im Verkehrsbereich zuständig. Innerhalb der GD MOVE befasst sich die Direktion D mit dem „Wasserverkehr“, wozu der Seeverkehr und die Logistik, die Sicherheit im Seeverkehr sowie Fragen im Zusammenhang mit Häfen, Sicherheit und Binnenschifffahrt gehören.

Das Referat D3 der GD MOVE ist eine dynamische und kollegiale Einheit, die für die Entwicklung der Hafen- und Binnenschifffahrtspolitik sowie für die maritime Sicherheit zuständig ist. Die Aufgabe des Referats D3 besteht darin, die Politik der Union so zu entwickeln und umzusetzen, dass die Rolle der europäischen Häfen und Binnenwasserstraßen in den internationalen Logistikketten und im EU-Verkehrssystem gestärkt wird, damit diese in vollem Umfang zum einheitlichen europäischen Verkehrsraum sowie zur Nachhaltigkeit und Sicherheit des Verkehrs beitragen und gleichzeitig durch industrielle und logistische Cluster im Bereich des Wasserverkehrs Wachstum und Arbeitsplätze schaffen. Das Referat überwacht die Politik im Bereich der maritimen Sicherheit und das damit verbundene Inspektionssystem und überprüft die Umsetzung des in den Mitgliedstaaten geltenden EU-Acquis im Bereich der maritimen Sicherheit.

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine Stelle als Referent/in (abgeordneter nationaler Experte) im Bereich der Binnenschifffahrt an, in der Sie die Konzeption, Entwicklung und Ausarbeitung von EU-Politiken und damit verbundenen Aktivitäten im Einklang mit den Prioritäten der Kommission im Bereich Verkehr unterstützen. Zu den Aufgaben gehören die Mitwirkung an der Ausarbeitung oder möglichen Änderung von EU-Rechtsvorschriften, insbesondere in den Bereichen Innovation und Ökologisierung von Schiffen, Digitalisierung sowie intelligente und flexible EU-Besatzungsvorschriften; die Unterstützung bei der Entwicklung und Umsetzung von Rechts- und Politikinstrumenten sowie damit verbundenen Durchführungsmaßnahmen, die die Binnenschifffahrt betreffen; und die Erstellung von Briefings, Reden, Hintergrundpapieren und Antworten zu politischen und technischen Fragen. Der/die erfolgreiche Bewerberin wird außerdem technische Analysen und Beratung zu Themen der Binnenschifffahrt liefern, zur Umsetzung des Aktionsplans „Naiades III“ und der Erstellung des zukünftigen Aktionsplans „Naiades IV“ beitragen, Beiträge zur Entwicklung der TEN-V-Korridore unterstützen, Innovationen und die Programmplanung im Rahmen von „Horizont Europa“ verfolgen, an Länderberichten und investitionsbezogenen Bewertungen mitwirken sowie Projekte und Studien im Zusammenhang mit der Digitalisierung der Binnenschifffahrt überwachen. Darüber hinaus wird der Experte unter Aufsicht zum Austausch mit einschlägigen internationalen Organisationen beitragen, bei der Koordinierung der EU-Positionen mitwirken, Kontakte



zu nationalen und fachlichen Gremien pflegen, an Sitzungen und Veranstaltungen teilnehmen und die Beziehungen zu anderen EU-Institutionen pflegen.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen Bewerber mit mindestens drei Jahren einschlägiger Berufserfahrung in Bereichen wie Binnenschifffahrt, Recht, Wirtschaftswissenschaften, Ingenieurwesen, Naturwissenschaft oder Industrie, ergänzt durch einen Hochschulabschluss, eine berufliche Ausbildung oder gleichwertige Berufserfahrung in den Bereichen Rechtswissenschaften, Politikwissenschaft, Betriebswirtschaftslehre, Volkswirtschaftslehre oder Ingenieurwesen. Von Vorteil wären zudem mindestens drei Jahre Erfahrung im Zusammenhang mit der Wasserstraßeninfrastruktur und -netzen oder den internationalen Beziehungen sowie gute Kenntnisse der Rechtsvorschriften und Politiken der EU und internationaler Organisationen im Bereich der Binnenschifffahrt, einschließlich der Vertrautheit mit Gremien wie der ZKR, dem CESNI, der Donaukommission oder der UN-ECE sowie mit den Grundsätzen des Binnenmarktes. Der Bewerber sollte in der Lage sein, komplexe Dossiers zu bearbeiten und ausgeprägte analytische, redaktionelle, kommunikative, verhandlungstechnische, koordinierende und teamorientierte Fähigkeiten unter Beweis zu stellen sowie proaktiv, selbstständig und strukturiert zu arbeiten. Hervorragende Englischkenntnisse sind erforderlich, während Französisch- oder Deutschkenntnisse auf B1-Niveau von Vorteil wären.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“